

L'économie canadienne

une bonne chose et que, sans cela, ces 3,000 années-hommes auraient été perdues pour l'économie canadienne.

Mon ami s'apprête à partir, ne voulant toujours pas savoir ce qui va bien. Malheureusement pour lui, c'est lui qui y perdra.

M. Alexander: Je le lirai dans le hansard demain.

M. Daudlin: Le député de Hamilton-Ouest dit que quant il avait essayé de proposer une motion en vertu de l'article 43 le 12 juillet 1977, les députés de ce côté-ci de la Chambre avaient dit non et ne lui avaient pas permis de proposer sa motion. Il est grand temps qu'on dise à ceux qui écoutent dans les tribunes et à la télévision chez eux ce qu'il en est des motions proposées en vertu de l'article 43. Les députés d'en face cherchent à obtenir qu'on laisse tomber le débat en cours pour aborder certains sujets ou certaines questions qu'ils estiment, individuellement ou en tant que parti, avoir la priorité sur tout ce qui se passe à la Chambre. Ils veulent prendre nos délibérations en main.

Il est temps que le public reconnaisse que nous agissons de façon sensée lorsque nous refusons, parce que nous pensons que le sujet dont la Chambre est saisie est important et qu'il faut l'étudier. Il est temps que quelqu'un se décide à le dire, et c'est ce que je fais ce soir.

Mon ami a ajouté que le premier ministre (M. Trudeau) avait déclaré en juin ou en juillet qu'une rencontre avec les premiers ministres des provinces n'aurait pour seul résultat que de satisfaire le député d'en face. Puis, a-t-il ajouté, le premier ministre nous apprend aujourd'hui que ces rencontres vont effectivement avoir lieu. C'est bien évident. Les premiers ministres nous ont fait part de leur désir de faire quelque chose d'utile. Ils ont reconnu que quelque chose d'important va se produire. Je suppose que mon ami n'a jamais entendu parler du moment opportun. Il n'a jamais entendu dire qu'il y a un temps pour intervenir et un temps pour s'asseoir en attendant le moment opportun. Tant qu'il ne comprendra pas cela, il continuera à siéger de l'autre côté de la Chambre.

Le député a également ajouté que les agriculteurs et les personnes âgées ressentent un sentiment d'aliénation. Je ne sais pas à quels agriculteurs il s'est adressé. En tout cas, pas à ceux du sud de l'Ontario qui reconnaissent que les prix du blé et du soja sont effectivement bas. Selon eux, on devrait les augmenter. Mais ils disent aussi que les choses ne vont pas si mal, que leur situation est satisfaisante, qu'ils peuvent payer leurs factures et qu'ils peuvent vendre et trouver des marchés pour leurs produits. C'est ce qu'ils disent, mais sans des récoltes nettement plus abondantes cette année, ils auraient pu avoir des difficultés. Mais ils ne prétendent pas que c'est en raison des politiques économiques du gouvernement que les prix sont si bas. Les raisons sont autres.

● (2212)

Le député dit que les personnes âgées sont laissées pour compte. Les personnes âgées de ma circonscription disent: Nous mettons de l'argent de côté. Certains d'entre nous ne peuvent même pas dépenser tout l'argent que nous obtenons de nos pensions et du supplément qui nous est donné. Ils disent que, pour la première fois de leur vie, ils ont des comptes d'épargne. Ils disent aussi que certains députés de l'opposition devraient se rendre compte que les pensions de vieillesse ne sont pas destinées à constituer leur seule source de revenu. Ils

[M. Daudlin.]

me disent: «Nous avons l'intention de mettre l'argent de côté et nous l'avons fait. Notre pension complète seulement ce que nous avons mis de côté pour notre vieillesse.» Nous sommes reconnaissants de ces mesures. N'oublions pas que c'est le gouvernement actuel qui a instauré ce programme, et pas un autre.

Ce député a ajouté que le budget du printemps dernier était un désastre. Il s'est gardé de mentionner que l'économie avait enregistré un taux de croissance réel de 5.2 p. 100 malgré les difficultés que nous avons eues à convaincre l'opposition de nous aider à adopter ces mesures budgétaires. Nous avons dû la pousser, la cajoler et l'aiguillonner pour qu'on arrive à un vote. Le député a préféré oublier tout cela.

Il a parlé d'espoirs. Il a dit que les Canadiens avaient perdu tout espoir. Est-ce pour cela qu'il n'a pu contester la déclaration d'un de mes honorables amis, selon qui l'industrie de l'automobile allait connaître une meilleure année? Est-ce pour cela qu'il n'a pu nier que mon honorable ami avait raison de dire que les industries du logement et de l'électroménager s'attendaient également à augmenter leurs ventes l'année prochaine? Le fait que nous espérons accroître ces activités dans ces secteurs montre bien qu'il y a de l'espoir. Je sais que dans ma région, nous pouvons fonder de grands espoirs, ce qui montre que le pays va de l'avant et que le tableau catastrophique dépeint par le député n'est pas conforme à la vérité.

Je trouve curieux que le député qui a parlé immédiatement avant moi et qui trouve stupide que la Société de développement du Canada aide l'étranger comme elle le fait soit membre du parti qui, sauf erreur, avait adopté en 1974 comme mot d'ordre la formule «les hommes d'abord». Je me demande pourquoi il estime stupide l'aide que nous apportons aux pays du tiers monde, alors que nous nous procurons ainsi à nous-mêmes quelques 4,100 années-hommes en deux années seulement. Pourquoi serait-ce stupide de nous aider nous-mêmes tout en aidant les pays du tiers monde, et en nous acquittant en même temps d'une obligation sociale au-delà de nos frontières? Je ne crois pas qu'il soit stupide de nous de nos richesses. Bien au contraire, j'estime que c'est faire preuve de sérieux. Il a également parlé de ce qui s'était passé à la séance du comité de l'agriculture ce matin.

● (2217)

J'en viens maintenant au point que j'ai mentionné à mes amis. J'aimerais faire part aux députés d'une chose qui s'est passée dans ma région cette année. Les députés n'ignorent pas qu'entre autres choses, ma circonscription produit des cantaloups. L'autoroute 401 traverse ma circonscription et on y achemine quantité de produits du sud de l'Ontario vers les marchés de Toronto et de Montréal. Cette route sert également au transport de produits importés des États-Unis. J'ai demandé au gouvernement de songer à prendre dans le domaine agricole les mêmes mesures qu'il a adoptées pour les textiles et bien d'autres produits. Car cet été, les grossistes torontois vendaient \$14.75 le panier de 20 pintes les cantaloups que les producteurs de ma circonscription étaient prêts à vendre \$4.25 le panier. Mais le marché de Toronto donnait uniquement le prix des produits de l'Arizona, du Texas et de la Californie.

Pourquoi cela, monsieur l'Orateur? Ce n'est pas parce que le produit n'était pas disponible au Canada; c'est parce que les